



Comité de groupe Altice France

DECLARATION SUD
26 JUIN 2024



Les organisations d'extrême droite viennent d'obtenir, sans réelle surprise, un score historique lors des élections Européennes du dimanche 09 juin 2024. C'est une percée qui est la conséquence de politiques anti-sociales menées par les gouvernements successifs et notamment lors de ces deux derniers quinquennats. C'est dans ce contexte qu'Emmanuel Macron, président des patrons, essaie de nous faire oublier, son bilan de régressions sociales qu'il a mené tout au long de sa carrière avec la casse du droit du travail, la réforme des retraites et la répression policière... en annonçant une dissolution de l'Assemblée nationale, ouvrant la porte à un éventuel gouvernement dirigé par Jordan Bardella. Le RN et consorts sont les ennemis des travailleuses et des travailleurs ! Pour Sud, le mouvement social a des choses à dire et à proposer.

Alors sans se faire les chantages d'une liste ou d'une autre, SUD tient à exprimer clairement que le Rassemblement National et ses consorts sont les ennemis des travailleuses et travailleurs !

Partout où l'extrême droite est au pouvoir, nos libertés et droits (notamment celui des femmes) sont attaqués.

SUD condamne cette fuite en avant et appelle solennellement les travailleuses, travailleurs et toute la population à s'opposer de toutes leurs forces à l'extrême droite.

SUD rappelle que si les moyens alloués aux salariés pour se défendre ne cessent de diminuer ces dernières années, c'est en très grande partie lié au passage en CSE imposé par la macronie par les ordonnances de 2017. Un cadeau aux milliardaires qui, via leurs médias, avaient alors publié plus de 8000 articles évoquant Emmanuel Macron contre à peine 7400 si on additionne les articles évoquant Mélançon, Montebourg et Hamon publiés par ces mêmes médias ... le pôle média du groupe Altice y ayant largement participé. Le groupe Altice s'en est frotté les mains en diminuant drastiquement les moyens donnés aux salariés pour la représentation du personnel.

Mais cela ne suffit pas, chez Altice, c'est la chasse aux sorcières. La direction de SFR joue la carte des menaces vis-à-vis de militantes et militants SUD :

- tentative de censure d'une communication syndicale, allant jusqu'à tenter d'obtenir sans aucune honte une réécriture du tract ;

- pressions mises sur une militante SUD sur Lyon, refusant d'entendre ses multiples alertes, l'obligeant à déposer un Danger Grave et Imminent le 23 mai 2024 ;

- récentes lettres recommandées menaçantes envoyées à un militant SUD sur Bordeaux doublées d'une retenue sur salaire à Noël alors qu'il est en arrêt de travail depuis le 4 Octobre 2022 suite à un malaise qu'il a fait sur le lieu et le temps de travail devant des témoins.

Pour SUD, cette répression montre que les luttes que nous menons dérangent la direction. Le travail fait autour de l'affaire Picoas, des Drahileaks n'y est pas étranger. Nous rappelons ici que c'est suite à de multiples pressions mises par SUD que le CSE-Central de l'UES SFR a enfin déposé un droit d'alerte économique le 26 octobre 2023.

A contrario de ses discours, l'Extrême Droite se place toujours du côté des possédants, et non pas de celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses.

Les votes RN, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros sont une aubaine pour nos dirigeants.

Après les coups de boutoir de la Loi Travail, la réforme des retraites, le démantèlement des instances Représentatives du Personnel, une Extrême Droite au pouvoir, ce serait la chasse aux syndicalistes, l'atteinte au droit de grève et à toute organisation d'opposition, laissant chacun toujours plus seul face à l'arbitraire.

Les partis d'extrême droite, partout dans le monde et de tout temps, ont toujours été au service des riches, jamais des populations, ni de ceux et celles qui travaillent et produisent les richesses.

Nos colères sont légitimes. La seule solution est de lutter pour en terminer avec ces politiques libérales qui, au nom du profit, sont prêtes à sacrifier nos emplois, nos conditions de travail, notre sécurité, le climat et toutes nos libertés.

L'imposture sociale de l'extrême droite, c'est du déjà vu en Europe dans la fin des années 30.

Pour SUD l'extrême droite est l'ennemi des salariés du groupe Altice.

Comment la direction se positionne-t-elle vis-à-vis des extrêmes droites et notamment le RN ?

A cette actualité politique, s'ajoute le mur de la dette face auquel se trouve Altice France.

Après avoir laissé jouer Patrick Drahi durant de longues années, après avoir laissé 10 milliards d'Euros partir en dividendes entre 2015 et 2022, tout en détruisant 7000 emplois, la direction s'est montrée complice de l'appétit sans limite des premiers de cordée du groupe Altice. Que propose-t-elle aujourd'hui pour faire face au mur de dette ? Cette dette qui représente 1,2 milliards d'Euros à déboursier en 2025, puis 16 milliards d'Euros en 2027 !

Les résultats du groupe ne permettront pas de faire face, nous allons droit dans le mur !

Mais cela n'est pas suffisant, Patrick Drahi joue à un jeu très dangereux avec ses créanciers. L'argent issu des ventes (2 milliards €) ne sera pas utilisé pour liquider une partie de la dette, voilà le chantage en cours.

En cas de non remboursement de la dette, les créanciers se dédommageront en se servant dans les actifs. Poursuivant le démantèlement du groupe qui est déjà à l'œuvre. Vu la situation financière du groupe, on pourrait même imaginer un dépôt de bilan.

Nous ne voulons pas perdre nos emplois, ni voir les belles entreprises que composent le groupe Altice partir en fumée. L'anticapitalisme fait partie de l'ADN de SUD, Patrick Drahi en est le parfait exemple. Un homme prompt à remonter des milliards d'Euros (créés par NOTRE travail) dans ses holdings personnelles, prompt à profiter de la solidarité nationale lors de la crise Covid en abusant de la prise en charge du chômage partiel, mais aux abonnés absents lorsque le risque qu'il a pris advient !

Enfin, nous avons appris récemment par voie de presse que le Parquet National Financier avait ouvert une enquête en France sur notre groupe. Cette enquête fait suite à l'affaire Picoas et aux DrahiLeaks pour lesquels le groupe a tenté de museler la presse. Si l'heure était déjà grave à la publication des DrahiLeaks en août 2022, elle est aujourd'hui dramatique !

A la question que nous propose la direction du groupe pour faire face à la situation ? La réponse est, rien de tangible, au mieux, un objectif de désendettement de 10 milliards d'Euros à l'échelle du groupe en France, mais sans savoir comment y parvenir.

Vous cherchez 10 milliards d'Euros ? On sait où les trouver, c'est précisément la somme des dividendes évoqué précédemment. Ils sont donc dans les poches de Patrick Drahi, et c'est là qu'il faut les récupérer. [#DrahiRendsLArgent](#) !



06 61 70 49 49



@sudsolidairesprestataires



@sudcallcenter

Mail : sudsfr@sudptt.fr

Samira REZAIGUIA 07 86 59 34 30
Emile ALABASSI 06 01 88 16 34
Frédéric VANDEN-BIL 06 27 30 18 44
François CADET DIT DEGRAVIER 06 65 84 54 20

Sud PTT

**Fédération des activités postales
et de télécommunications**

